

# DES FRUITS AU GOÛT AMER

LA RESPONSABILITÉ DES SUPERMARCHÉS DANS LES CONDITIONS DE TRAVAIL INDECENTES DANS  
L'INDUSTRIE DE LA BANANE ET DE L'ANANAS AU COSTA RICA ET EN ÉQUATEUR



PEUPLES  
**SOLIDAIRES**  
act:onaïd

Juillet 2016

## RÉSUMÉ

Cette enquête révèle le coût néfaste de la culture des fruits tropicaux pour la société et pour l'environnement en se basant sur l'exemple de l'industrie de l'ananas au Costa Rica et celle de la banane en Équateur.

Abusant de leur puissance d'achat pour forcer les producteurs et les fournisseurs à baisser leurs prix, certains supermarchés allemands tels qu'Aldi, Lidl, Edeka et Rewe sont en partie responsables des conditions désastreuses dans lesquelles sont actuellement cultivés la banane et l'ananas. Par exemple, le prix à l'importation de l'ananas a baissé de 45 centimes entre 2002 et 2014, malgré une hausse des coûts de production, ce qui contribue au renforcement d'un système qui exploite les travailleurs-ses en Équateur et au Costa Rica, pays dans lesquels le salaire des ouvriers et ouvrières agricoles est insuffisant pour subvenir aux besoins d'une famille et où la précarité de l'emploi prédomine.

Les chaînes de supermarchés vérifient méticuleusement l'apparence des fruits importés et refusent des cargaisons entières pour des défauts parfois infimes. En revanche, elles prennent les critères sociaux et environnementaux beaucoup moins au sérieux. Cette enquête révèle de (trop) nombreuses violations de droits humains et du droit du travail dans la production de la banane et de l'ananas.

### **Les pesticides et leurs effets sur la santé**

Les bananes et les ananas sont généralement produits en monocultures pratiquant l'usage intensif de pesticides. Les ouvriers-ères agricoles et les riverain-e-s des zones adjacentes aux plantations sont fréquemment exposé-e-s à ces pesticides, dont certains sont très toxiques. Au Costa Rica, les producteurs d'ananas utilisent un grand nombre de pesticides toxiques, notamment l'oxamyl, considéré comme « hautement dangereux » par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), ou le Bromacil, interdit dans l'Union européenne, et ce malgré la contamination permanente de l'eau potable dans plusieurs régions productrices, qui rend nécessaire le maintien des réserves d'eau potable par le biais de camions citernes.

En Equateur, l'industrie de la banane utilise des substances hautement toxiques comme le paraquat, qui est interdit dans l'Union européenne, ou le mancozeb et le glyphosate qui sont cancérigènes. L'épandage par avion est la norme. Lors d'un sondage mené auprès des ouvriers-ères d'une plantation fournissant notamment Lidl, 60 % d'entre eux rapportent avoir travaillé dans la plantation durant l'épandage par avion ou directement après, ce qui contrevient directement aux recommandations de l'État équatorien sur les périodes de sécurité à respecter avant la reprise du travail. Il en va de même au Costa Rica, où les ouvriers-ères des fournisseurs de supermarchés allemands rapportent que les pesticides sont épandus pendant qu'ils travaillent dans les plantations.

Les ouvriers-ères interrogé-e-s font souvent état de forts taux de handicaps, de fausses couches et de cancers dans les zones proches des plantations, et relatent la fréquence élevée de

maladies respiratoires, de nausées, de réactions allergiques cutanées et de vertiges. Ces témoignages correspondent aux conclusions tirées des quelques études scientifiques menées à ce propos<sup>i</sup>. De nombreuses plantations n'ont toujours pas adopté les mesures nécessaires pour protéger la santé et de sécurité au travail.

### **Le mépris des droits syndicaux**

Selon l'article 23 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts. En Équateur et au Costa Rica, les industries de la banane et de l'ananas font systématiquement entorse à ce droit fondamental.

Oxfam a enquêté dans 20 entreprises en Équateur : aucune d'entre elle n'a de représentant-e du personnel indépendant-e. Les ouvriers-ères font état de « listes noires » qui, semble-t-il, circulent parmi les propriétaires de plantations pour exclure les syndicalistes. Chez Matías, l'un des fournisseurs de Lidl, 93 % des personnes interrogées déclarent ne pas vouloir fonder un syndicat par peur des mesures de répression. Au Costa Rica, les ouvriers-ères qui rejoignent le mouvement syndical sont souvent licencié-e-s – comme, par exemple, chez Agrícola Agromonte, producteur travaillant avec Aldi, Edeka et Rewe, qui a licencié, à l'automne 2015, 50 ouvriers-ères appartenant au syndicat de l'UNT (Union Nacional de Trabajadoras y Trabajadores).

### **Des conditions de travail précaires**

Les conditions de travail dans les plantations d'ananas et de bananes sont précaires et inacceptables. Les employeurs refusent délibérément d'informer leurs salarié-e-s sur leurs droits. En Équateur, de nombreux-ses ouvriers-ères n'ont même jamais reçu d'exemplaire de leur contrat de travail. Des ouvrières rapportent qu'elles ont été licenciées au motif de leur grossesse et se sont retrouvées sans couverture sociale. Au Costa Rica, les personnes interrogées chez Finca Once, fournisseur de Lidl, et chez Agrícola Agromonte, fournisseur d'Aldi, d'Edeka et de Rewe, ont, elles aussi, décrit des recrutements précaires : la majorité des ouvriers-ères agricoles, principalement des immigré-e-s en provenance du Nicaragua, sont embauché-e-s par le biais de recruteurs tiers, qui ne proposent en général que des contrats verbaux d'une durée de trois mois, sans couverture sociale. Certain-e-s de ces ouvriers-ères vivent dans la misère, dans des chambres de 10m<sup>2</sup> partagées à quatre.

### **L'écoblanchiment (ou greenwashing)**

Les supermarchés allemands ont récemment commencé à faire davantage d'efforts pour promouvoir le caractère « durable » de leurs produits. Cependant, les labels « commerce équitable », signe de la durabilité sociale d'un produit, sont peu présents dans les rayons des chaînes de supermarchés allemandes. Pour les ananas et les bananes, Aldi, Edeka, Lidl et Rewe ont de plus en plus souvent recours au label Rainforest Alliance<sup>ii</sup>. Cependant, nos recherches sur le terrain indiquent que cela ne résout pas les problèmes les plus importants, tels que la contamination par les pesticides et les violations du droit du travail.

## **Demandes**

Oxfam et Peuples Solidaires-ActionAid France exigent des chaînes de supermarchés allemandes qu'elles se montrent à la hauteur de leurs responsabilités écologiques et sociales, notamment en garantissant des conditions de travail décentes, l'usage de techniques agricoles durables et l'achat des fruits à un prix équitable auprès des fournisseurs. Cette responsabilité est également politique. Les gouvernements doivent contraindre les entreprises à respecter les droits humains et le droit du travail jusque chez leurs fournisseurs et à mettre en place un ensemble d' « obligations de diligence raisonnable en matière de droits humains ». Les gouvernements costaricain et équatorien doivent rigoureusement faire respecter le droit du travail et les lois protégeant l'environnement dans ces secteurs exportateurs lucratifs. Les consommateurs-rices doivent donner la priorité aux fruits tropicaux produits de manière équitable et exiger des entreprises qu'elles soient transparentes et respectueuses du droit du travail.

## **Méthodologie**

Ce rapport est l'adaptation en français de l'étude « *Sweet fruit, bitter truth* » réalisée par Oxfam Allemagne<sup>iii</sup>. La version française a conservé principalement les éléments relatifs aux plantations qui fournissent le premier distributeur européen, l'enseigne Lidl, qui possède 1500 magasins en France<sup>iv</sup>.

Pour conduire cette étude, Oxfam Allemagne a réalisé des interviews avec des travailleurs-ses des plantations concernées ainsi qu'avec des experts de la filière au Costa Rica et en Equateur de janvier à avril 2016. Les autres données proviennent du rapport « *Pineapple value chaine from Costa Rica to Germany* » conçu par le Bureau d'analyse sociétale pour une recherche citoyenne (Basic)<sup>v</sup>.

Les informations sur les chaînes de supermarchés Aldi Nord/Aldi Sud, Edeka, Lidl et Rewe proviennent des recherches d'Oxfam Allemagne, des données communiquées par les distributeurs eux-mêmes, de leurs déclarations publiques ainsi que de leurs commentaires suite à l'envoi des conclusions de l'enquête terrain. Oxfam Allemagne s'est entretenu également avec des fournisseurs de fruits tropicaux et d'autres experts. Les supermarchés ne souhaitant pas divulguer d'informations sur leurs chaînes d'approvisionnement, des membres des organisations partenaires de la campagne Le Juste Fruit<sup>vi</sup> ! ont réalisé des enquêtes dans différents supermarchés pour collecter des informations sur les fournisseurs, producteurs et exportateurs des fruits tropicaux proposés à la vente.

# TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	6
LES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LE SECTEUR DE LA BANANE ET DE L'ANANAS.....	8
Les plantations d'ananas au Costa Rica.....	8
La culture de l'ananas au Costa Rica.....	8
Des conditions de travail précaires.....	9
Salaires, horaires et sécurité sociale.....	10
Les syndicats.....	11
Les pesticides et leurs effets sur la santé.....	12
Les plantations de banane en Equateur.....	13
L'absence de contrat de travail.....	13
Les discriminations envers les femmes.....	13
Les syndicats.....	13
Les pesticides et leurs effets sur la santé.....	14
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	16

## INTRODUCTION

Témoignage d'un ouvrier du producteur d'ananas Finca Once, fournisseur de Lidl :

*« On nous arrose de pesticides, mais on ne nous propose pas de soins adaptés quand on tombe malade. Ça ne les gêne pas que les travailleurs-ses se fassent empoisonner. »*

Sur les étagères des supermarchés européens, les bananes jaune vif et les ananas bien juteux sautent aux yeux. Les consommateurs-rices adorent la banane, qui est le plus vendu des fruits tropicaux. L'ananas, riche en vitamine C, est particulièrement apprécié des jeunes parents qui font leurs courses hebdomadaires dans les supermarchés discount – ce qui n'a rien de surprenant, puisque Lidl et autres le proposent pour 1,49 €. Cela n'a pas toujours été le cas : il y a vingt ans, l'ananas venait principalement d'Afrique et était considéré comme un met exotique. Il était dans une gamme de prix qui le rendait inaccessible à la majorité des ménages.

Mais ces fruits si doux ont un arrière-goût amer : alors que nous profitons de leur prix bas, les ouvriers-ères des secteurs de l'ananas et de la banane doivent lutter pour survivre.

**Yensy**, mariée à un ouvrier agricole de Finca Once, fournisseur de Lidl :

*« Le salaire de mon mari ne suffit pas. On ne peut pas acheter grand-chose pour nous et nos deux fils. A peine le strict minimum : du riz, des haricots et un poulet. Et puis, il faut qu'on paie les autres factures : l'eau, la lumière, l'électricité, la télé. On n'a tout simplement pas assez. »*

Les conditions ne sont pas meilleures dans les plantations de bananes. Malgré les heures supplémentaires, les salaires ne suffisent pas à subvenir aux besoins les plus élémentaires. Les témoignages d'intoxication aux pesticides et de persécution des syndicalistes sont légion.

En même temps, les chaînes de supermarchés affirment que leurs produits sont durables. Lidl, par exemple, utilise le slogan « En route vers demain » (« Auf dem Weg nach Morgen »<sup>vii</sup>) pour vanter ses activités en matière de durabilité sociale. En février 2016, le groupe a lancé une campagne marketing dans laquelle il se représente, dans des publicités et sur son site web, comme une entreprise socialement responsable prenant position pour des conditions de production justes et durables (« L'idéal, c'est Lidl » / « Lidl lohnt sich »). La majorité des bananes et des ananas de Lidl arborent la grenouille verte du label Rainforest Alliance, en faveur de la préservation de l'environnement et de bonnes conditions de travail.

### Où est la cohérence ?

Ce rapport révèle les conditions de travail dans les plantations d'ananas et de bananes au Costa Rica et en Équateur, mais aussi le rôle de la puissance d'achat et des initiatives de développement durable des chaînes de supermarchés allemandes. Il s'inscrit dans la continuité des études précédentes d'Oxfam<sup>viii</sup> et refait un état des lieux des conditions de travail dans les plantations.

Auparavant, les négociants en fruits tels que Dole, Chiquita, Fyffes et Del Monte avaient une

influence déterminante sur le prix des fruits et les conditions de travail dans les plantations, mais les supermarchés ont désormais repris ce rôle<sup>ix</sup>. C'est pourquoi dans sa version intégrale ce rapport traite des quatre plus grandes chaînes de supermarchés allemandes.

La chaîne d'approvisionnement des fruits tropicaux se structure généralement comme suit :

**Producteur -> Exportateur -> Importateur -> Grossiste -> Détaillant**

Les chaînes de supermarchés allemandes achètent leurs fruits tropicaux à des importateurs ou à des grossistes et sont donc rarement en contact commercial direct avec les producteurs-rices. Cependant, depuis quelques années, on constate une tendance au développement des importations directes.

Puisque, à de rares exceptions près, les chaînes de supermarchés et les négociants en fruits refusent toujours de rendre publiques leurs relations commerciales, nous devons compter sur nos propres recherches. Chez Lidl, le nom des exportateurs, et parfois même des producteurs-rices, figure sur les emballages ou sur les cagettes visibles dans les rayons.



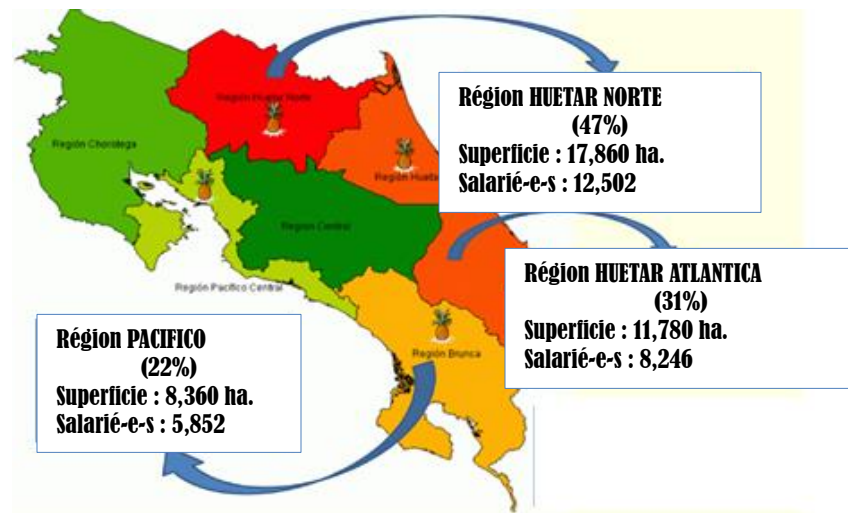
# LES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LE SECTEUR DE LA BANANE ET DE L'ANANAS

## Les plantations d'ananas au Costa Rica

Le Costa Rica est le leader mondial du commerce de l'ananas ; il répond à 36 % de la demande mondiale. En 2014, l'UE et les États-Unis représentaient respectivement 46 et 53 % d'un marché d'une valeur de 865 millions USD. L'Allemagne est le plus gros acheteur de l'Union européenne<sup>x</sup>.

L'ananas est le deuxième produit agricole le plus exporté après la banane. Parmi les 550 producteurs du pays, on trouve des multinationales du fruit telles que Dole, Del Monte, Chiquita ou Fyffes. Il ne reste quasiment plus de petit-e-s producteurs-rices car ils-elles ne peuvent pas faire face aux exigences de prix et de qualité du marché international. 38 000 hectares de terres costaricaines sont consacrés à la culture de l'ananas. Traditionnellement, les fruits étaient cultivés du côté caribéen, c'est à dire à l'est et au sud du pays, cependant, ils sont de plus en plus cultivés au nord. C'est là que se situent les producteurs que nous avons étudié : *Agrícola Agromonte*, qui a 2 412 hectares de plantations, et *Finca Once*, qui en a 1 064 hectares. La surface exploitée au Costa Rica par le plus grand groupe fruitier au monde, *Dole*, est de 4 000 hectares en tout, répartis entre quatre plantations.

## La culture de l'ananas au Costa Rica



Source : BASIC, selon les données fournies par Canapep, l'association costaricaine des producteurs et exportateurs d'ananas, 2015

Il arrive souvent que de nouveaux champs d'ananas apparaissent en une nuit sur des terres fraîchement défrichées, sans que les autorités n'interviennent. Les plantations se développent



dans des zones marécageuses protégées, ce qui a des conséquences désastreuses sur l'environnement, comme on peut le voir dans le cas du *Refugio de Vida Silvestre de Caño Negro*, l'une des principales réserves naturelles d'Amérique centrale<sup>xi</sup>. De plus, les producteurs d'ananas sont exemptés de taxes. Malgré tout, le gouvernement dit vouloir promouvoir le développement durable. Un ensemble de lois a été adopté pour encadrer la protection de l'environnement, la conservation des habitats et la biodiversité. 30 % du territoire est en zone protégée. Des négociations relatives à un projet de loi visant à protéger les ressources en eau sont actuellement en cours. Mais comment l'expansion des cultures d'ananas et les pratiques de cette industrie pourraient être compatibles avec ces ambitions ?

### **Des conditions de travail précaires**

Un ouvrier de Finca Once, producteur fournissant LIDL :

*« Nous sommes les esclaves de l'industrie de l'ananas. Ils font ce qu'ils veulent de nous. Ils nous licencient juste pour nous réembaucher dans des conditions encore pires. »*



© A. Weltz-Rombach/Oxfam

Les ouvriers d'une plantation attendent le bus devant Agricola Agromonte, producteur fournissant entre autres Aldi, Edeka et Rewe.

Une grande partie des ouvriers-ères travaillant dans les plantations étudiées dans le nord du Costa Rica viennent du Nicaragua ; certain-e-s d'entre eux-elles n'ont pas de permis de séjour. Si bon nombre d'entre eux-elles se sont installé-e-s au Costa Rica, d'autres traversent la

frontière tous les jours. Selon les personnes interrogées, plus de 90 % des ouvriers-ères agricoles les moins bien loti-e-s de Finca Once sont originaires du Nicaragua et n'ont pas de permis de séjour. Ils-elles ne sont pas embauché-e-s par l'entreprise, mais par un recruteur tiers. Selon les personnes interrogées chez Agrícola Agromonte, 60 % des ouvriers-ères agricoles viennent du Nicaragua et n'ont pas de permis de séjour. Ils-elles travaillent aussi pour un recruteur. Selon les personnes interrogées, celles qui travaillent pour un recruteur ont des conditions de travail particulièrement éprouvantes. Dans la majorité des cas, leur contrat, verbal généralement, dure moins de trois mois, ce qui signifie qu'ils-elles n'ont pas d'emploi stable et ne peuvent pas prendre de congés. De plus, les recruteurs évitent souvent de payer les cotisations des caisses de sécurité sociale, ils se contentent en réalité de garder l'argent. L'un des recruteurs embauchant des ouvriers-ères, principalement des hommes, pour Finca Once fournit tout de même un logement pour certains d'entre eux. Quatre hommes doivent alors se partager dix mètres carrés et donc vivre dans des conditions misérables.

### **Salaires, horaires et sécurité sociale**

**Yensy**, mariée à un ouvrier de Finca Once, producteur pour Lidl :

*« Nous avons très peu d'argent. Nous devons réduire notre nourriture pour payer la scolarité de nos enfants. »*

Si les ouvriers-ères interrogé-e-s chez Finca Once et Agrícola Agromonte sont normalement rémunéré-e-s au salaire minimum de 9 509 colons (environ 16 €) par jour<sup>xii</sup>, ce salaire minimum est indexé sur une journée de travail de huit heures. Or, ils-elles sont nombreux-ses à être payé-e-s en fonction de leurs performances et travaillent donc jusqu'à douze heures pour le même salaire. Bien que le travail à la tâche soit légal, il ne doit pas compromettre le paiement du salaire minimum légal. Celles et ceux qui travaillent au noir pour un recruteur ne perçoivent pas le salaire minimum légal, même après dix heures : il-elle-s gagnent entre 3 500 et 5 000 colons (soit de 5,50 à 8 € environ) par jour. Ce salaire ne suffit pas à subvenir aux besoins d'une famille. Nombreux-ses sont celles et ceux qui doivent emprunter de l'argent. Le coût de la vie est très élevé au Costa Rica : le prix moyen du panier d'achat y a augmenté de 213 % depuis 2001<sup>xiii</sup>. Puisque les hommes sont bien souvent les seuls soutiens de famille, il faut que leur salaire soit suffisant pour subvenir aux besoins d'une famille entière. Selon les calculs du syndicat UNT, le salaire de subsistance serait supérieur de 20 % au salaire minimum légal, c'est à dire qu'il devrait s'élever à quasiment 20 € par jour.

De nombreux producteurs d'ananas ne paient pas de cotisations sociales pour leurs travailleurs-ses. La presse nationale rapportait en février 2015 qu'Agrícola Agromonte devait plus de 929 millions de colons (environ 1,5 millions d'euros) à l'agence d'assurance sociale.

Le concept de salaire minimum vital ou salaire de subsistance se base sur les Conventions 26 et 131 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) qui stipulent que les salaires doivent être suffisants pour satisfaire les besoins vitaux des travailleurs-ses et de leur famille et inclure notamment une certaine quantité d'argent dont il-elle-s peuvent disposer librement<sup>xiv</sup>.

Selon des salarié-e-s de Dole, cette entreprise paie le salaire minimum légal, rémunère les heures supplémentaires et contribue au fonds de sécurité sociale.

## **Les syndicats**

Edgar Morales, membre de l'UNT :

*« Malheureusement, et c'est une honte pour le Costa Rica, les droits des travailleurs-ses sont bafoués dans le secteur de l'ananas. Le pire, c'est que leur droit de s'organiser n'est pas respecté – le droit des travailleurs-ses à s'organiser pour défendre leurs droits. La direction nous interdit l'accès aux plantations et, si nous attendons à l'extérieur pour parler avec les travailleurs-ses, ils peuvent appeler la police ou faire sortir les travailleurs-ses par un autre portail. »*

Selon les ouvriers-ères de Finca Once et d'Agrícola Agromonte, les droits syndicaux sont violés dans ces deux entreprises : les travailleurs-ses qui tentent de s'unir sont licencié-e-s. Peu d'entre eux-elles sont syndiqué-e-s. Les syndicats ont beaucoup de mal à accéder aux plantations. A l'automne 2015, 50 des cent membres du syndicat de l'UNT d'Agrícola Agromonte étaient licencié-e-s pour avoir protesté contre la réduction des salaires et l'embauche par des intermédiaires en faisant grève pendant deux jours. En tout, 70 personnes étaient renvoyées<sup>xv</sup>. Chez Finca Once, seul-e-s quatre salarié-e-s sont syndiqué-e-s.

Finca Once et Agrícola Agromonte soutiennent le mouvement « Solidarismo ». Finca Once considère cela suffisant pour démontrer le respect des droits syndicaux, ce qui n'est pas sans poser question.

Le mouvement « Solidarismo » a été créé par les multinationales de la banane, l'Ambassade américaine, le gouvernement costaricain et une partie de l'Eglise catholique pour, prétendument, apporter plus de sécurité aux travailleurs-ses costaricain-e-s sur le plan social et financier<sup>xvi</sup>. Ils-elles peuvent investir une partie de leur salaire dans un plan de retraite propre à l'entreprise. Il ne faut cependant pas confondre ce modèle avec le droit de s'organiser et de mener des négociations collectives. Selon la direction de Finca Once, 99 % de ses salarié-e-s sont membres du mouvement Solidarismo.

### **Le licenciement des représentants syndicaux chez Anexco Fyffes, fournisseur d'ALDI**

En 2015, trois représentants syndicaux étaient renvoyés d'Anexco, une filiale de la multinationale Fyffes basée en Irlande, en raison de leurs activités syndicales. Malgré l'intervention du ministère du travail costaricain, qui fait office de médiateur dans les échanges entre la direction de l'entreprise et les syndicats depuis l'automne 2015, aucun accord n'a été trouvé pour l'instant. Les 23 000 messages de soutiens collectés par Oxfam, Banafair, Peuples Solidaires-ActionAid France et d'autres organisations lors d'un appel urgent<sup>xvii</sup> n'ont pas encore permis de résoudre ce conflit. L'entreprise a seulement proposé de délocaliser les personnes concernées au Panama.

Selon les personnes interrogées, il y a un syndicat chez Dole, mais il est contrôlé par l'entreprise (« sindicato blanco »).

## **Les pesticides et leurs effets sur la santé**

Les monocultures d'ananas costaricaines couvrent des superficies immenses et, avec deux récoltes par an, requièrent l'usage de nombreux engrais et pesticides. Plus de 50 produits chimiques sont utilisés seuls ou en mélanges. Chaque année, entre 30 et 38 kg de produits chimiques sont épandus par hectare cultivé. Le Costa Rica est le pays autorisant l'usage du plus grand nombre de produits agrochimiques au monde, dont notamment ceux qui contiennent du bromacil et du paraquat, interdits dans l'Union européenne. Ce dernier est classé comme « cancérigène probable » aux États-Unis. Le glyphosate, dont la réintroduction fait actuellement l'objet d'un débat dans l'Union européenne, est encore utilisé au Costa Rica<sup>xviii</sup>.

Finca Once avoue elle-même utiliser des molécules de diuron, mancozeb et oxyfluorfen, classées par l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (*US Environmental Protection Agency – EPA*) comme « cancérigènes probables », ainsi que de l'oxamyl, classé comme extrêmement toxique par l'OMS et mortel s'il est inhalé. De même, elle utilise encore le chlorpyrifos, qui est sur le point d'être interdit aux États-Unis. Simultanément, l'entreprise a aussi recours à de nombreux pesticides moins dangereux.

Les ouvriers-ères interrogé-e-s chez Finca Once et Agrícola Agromonte rapportent que les pesticides sont souvent épandus alors qu'ils-elles sont encore dans les champs. Les ouvriers-ères de Finca Once sont autorisé-e-s à quitter le champ brièvement, mais doivent y retourner rapidement. Ils-elles disent avoir reçu des équipements de protection lors de leur embauche, mais ceux-ci se dégradent vite et le prix des nouveaux vêtements est déduit de leur paie. Les travailleurs-ses se plaignent principalement de vertiges et d'évanouissements fréquents, de vomissements et de réactions allergiques cutanées.

La loi dispose que les personnes travaillant avec des pesticides ne doivent pas faire des journées de plus de six heures. Les personnes interrogées déclarent cependant dépasser souvent cette limite horaire.

Généralement, les ouvriers-ères ne savent pas quels pesticides et produits chimiques ils-elles utilisent car ceux-ci leurs sont donnés dans des flacons sans étiquettes. Les personnes interrogées ont aussi déclaré qu'elles devaient cacher les produits chimiques portant des étiquettes rouges avant les inspections.

Un ouvrier de Finca Once, producteur pour Lidl :

*« Quand les gens de San Jose viennent, ils cachent les produits chimiques avec des étiquettes rouges, ils les emmènent dans d'autres plantations. »*

## Les plantations de banane en Equateur

L'Equateur est le principal exportateur de bananes dans le monde. Le secteur de la banane procure un emploi direct à 200,000 personnes. Excepté des plantations de taille moyenne ou grande, il existe de nombreuses plantations familiales ; certaines d'entre elles se sont organisées en coopératives pour résister à la compétition des grands producteurs et des exportateurs.

### L'absence de contrat de travail

La majorité des personnes interviewées ne possèdent pas d'exemplaire de leur contrat de travail. Dans les plantations certifiées par Rainforest Alliance, 47% des travailleurs-ses n'en ont pas reçu copie à l'embauche. A Matias, fournisseur de Lidl, cette carence a été dénoncée par 27% des personnes interrogées.

### Les discriminations envers les femmes

Toutes les femmes travaillent dans le secteur emballage. Elles y sont majoritaires. Selon les personnes interviewées, les travailleuses perçoivent des salaires plus bas que ceux des ouvriers qui travaillent dans les plantations. Le fournisseur Matias paie un salaire journalier de 13,50\$ (environ 12€) aux femmes. Les hommes perçoivent eux un salaire supérieur d'un tiers.

Dans toutes les plantations inspectées, des travailleuses ont affirmé avoir dû passer un test de grossesse avant d'être embauchées.

### Les syndicats

Un climat de peur est palpable dans toutes les plantations de bananes visitées. Ce n'est pas sans raison : critiquer la direction, se plaindre ou rejoindre un syndicat conduit souvent à un licenciement. Des « listes noires » comportant les noms de syndicalistes et autres « désobéissants » sont réputées circuler parmi les propriétaires de plantations.

#### ISIDRIO OCHOA, OUVRIER DANS LE SECTEUR DE LA BANANE.



#### D'ENFANT EXPLOITE A SYNDICALISTE

*“A l'âge de cinq ans, j'ai commencé à travailler dans la section emballage de La Clementina, propriété d'Alvaro Noboa, pulvérisant les bananes avant de les emballer. A sept ans, j'emballais les boîtes et à dix, je travaillais dans les plantations; j'ai fait ça jusqu'à mes trente ans”, se rappelle Isidrio Ochoa. “J'ai ensuite cherché à travailler dans d'autres plantations, mais les conditions de travail étaient mauvaises partout. En 2013, j'étais dans la ferme La Luz appartenant à Tito Gentillini. Nous mettions les étiquettes GLOBAL, Chiquita, Dole, Bogaboga et Mama Negra sur les bananes. Durant l'été 2014, nous avons fondé un syndicat car les conditions de travail étaient terribles. En octobre, nous avons tous-tes été*



renvoyé-e-s. Des tracasseries juridiques ont été utilisées pour saboter le syndicat. J'ai parlé de notre expérience lors d'une conférence au Pérou. A mon retour, j'ai reçu des menaces envoyées directement du portable de mon ancien patron. "Je t'aurai..", il écrivait. Je me suis caché durant un long moment et, en mars 2015, j'ai déposé plainte auprès du bureau du procureur. Cette plainte est restée sans suite à ce jour. ».

Toutes les personnes rencontrées dans les plantations labellisées par Rainforest, notamment Matias fournisseur de Lidl, n'ont pas souhaité dire si l'entreprise pour laquelle elles travaillaient autoriserait la création d'une section syndicale.

Ce n'est donc pas une surprise de constater qu'aucune des vingt plantations visitées ne comportent de représentation syndicale indépendante.

### Les pesticides et leurs effet sur la santé

Un travailleur de Matías, fournisseur notamment de Lidl :

*"Nous sommes très inquiets car nous devons travailler dans une pluie de pesticides. Nous avons des démangeaisons. Mais si on se plaint, on risque d'être renvoyé-e ».*

La plupart du temps l'épandage de pesticides se fait par avion ce qui représente une forte menace pour la santé des employé-e-s.

65% des personnes interrogées dans les plantations labellisées par Rainforest ont indiqué que les épandages aériens ont lieu alors que les travailleurs-ses se trouvent dans les champs ou qu'ils-elles doivent retourner au travail dans l'heure qui suit.

COMBIEN DE TEMPS APRES L'EPANDAGE DEVEZ VOUS RETOURNER DANS LA PLANTATION?  
Nombre de personnes interrogées (en pourcentage)

#### Plantations certifiées Rainforest

	Matías	Others
Immédiatement/durant le travail	27	53
< 1 h	33	12
1 - 2 h	40	35
2 - 4 h	0	0
4 - 6 h	0	0
6 - 8 h	0	0
> 8 h	0	0

Le plus inquiétant est qu'il est recommandé de patienter 24h après l'épandage, voire 48h pour les huit produits les plus toxiques, dont fait partie l'oxamyl. L'OMS le considère comme très toxique or il peut être inhalé ou absorbé par la peau. Il est en outre toxique pour les abeilles et les pois-



sons. Le paraquat, également toxique et interdit d'utilisation dans l'Union européenne, le Mancozeb et le Glyphosate, suspectés d'être cancérigènes, sont aussi utilisés.



©Mirjam Hägele/Oxfam

En 2015, des médecins du travail autrichiens ont étudié les risques sanitaires pour les travailleurs-ses de la filière banane en Equateur<sup>xix</sup>. Leurs conclusions sont alarmantes : les travailleurs-ses du secteur conventionnel souffrent de maladies gastro intestinales six à huit fois plus que ceux travaillant dans des fermes biologiques. D'autres symptômes sont plus fréquents: vertiges, nausées, diarrhées, irritations des yeux et de la peau, fatigue, insomnie et battements de cœur irréguliers.

A la connaissance des personnes interviewées à Matias, il n'existe pas de comité d'hygiène et de sécurité ou de service médical.

Les travailleurs-ses ont indiqué que des tests sanguins avaient été réalisés pour contrôler les risques sanitaires liés au pesticides mais qu'ils-elles n'avaient jamais eu connaissance des résultats. Le coût des tests sanguins a été déduit de leur salaire.

L'exportateur équatorien TropicalFruit Export, qui fournit les bananes Matias à Lidl, dément ces informations. Pour expliquer l'épandage des pesticides durant les heures de travail, il répond que les plantations sont grandes et que les travailleurs-ses ne se trouvent pas sur la partie concernée. Il a aussi indiqué qu'un comité de sécurité était en place.

## CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Dans les plantations costaricaines et équatoriennes, les conditions de travail ne se sont guère améliorées depuis les dernières études d'Oxfam sur les bananes et les ananas, en 2008 et 2011<sup>1</sup>. Cependant, de plus en plus de plantations sont certifiées, notamment dans le cadre du label de Rainforest Alliance.

Les ouvriers-ères des plantations font état de graves entorses à la loi : de grandes quantités de pesticides particulièrement nocifs continuent d'être utilisées sans mesures de protection adéquates, les droits syndicaux sont méprisés, les salaires sont insuffisants, voire parfois inférieurs au minimum légal, la journée de travail peut durer jusqu'à douze heures, les cotisations sociales ne sont pas toujours versées et le travail est précaire.

Tandis que de nombreux-ses consommateurs-rices européen-ne-s pensent que les droits des travailleurs-ses sont respectés en achetant des ananas et des bananes produites dans le cadre d'une agriculture supposée durable en raison du label affiché, les ouvriers-ères risquent leur santé et celle de leur famille.

Avec la hausse de la puissance d'achat et des profits des chaînes de supermarchés, la pression sur les prix des producteurs d'ananas et de bananes s'intensifie et les ouvriers-ères finissent par travailler pour un salaire de misère. Afin de mettre fin à cette situation intenable, toutes les parties-prenantes doivent prendre des mesures fortes pour améliorer les conditions de vie et de travail des personnes qui fournissent les fruits tropicaux que nous consommons.

### Que faut-il faire ?

Tous les acteurs concernés doivent agir : les producteurs et les exportateurs costaricains et équatoriens, les importateurs et les chaînes de supermarchés, mais aussi les responsables politiques ainsi que consommateurs-rices et les citoyen-ne-s, tant dans l'Union européenne que dans les pays producteurs.

<b>LES CHAÎNES DE SUPERMARCHÉS</b> doivent garantir des conditions de travail décentes et l'utilisation de techniques agricoles écologiques pour l'ensemble de leurs produits.
--

Les entreprises doivent s'assurer que la production de leurs denrées n'implique ni entorses à la loi, ni exploitation humaine, ni dégâts environnementaux. Elles doivent donc garantir des conditions de travail décentes.

Cela comprend :

- l'adhésion aux normes fondamentales du travail de l'OIT, telles que la liberté d'association et le droit à la négociation collective, ainsi que l'interdiction de la discrimination, du travail forcé et du travail des enfants ;

---

<sup>1</sup> Voir <https://www.oxfam.de/>

- le versement d'un salaire minimum vital, des horaires de travail respectueux des normes de l'OIT, la garantie de la stabilité de l'emploi ;
- la protection de la santé et de la sécurité des employé-e-s, et notamment l'arrêt de l'utilisation de pesticides considérés comme très dangereux par le Pesticide Action Network (PAN)
- l'usage de techniques agricoles durables, permettant de protéger l'environnement et la biodiversité.

**LES CHAINES DE SUPERMARCHÉS** doivent payer un prix juste, qui corresponde au moins au prix minimum garanti par le commerce équitable et couvre tous les coûts d'une production durable. Elles doivent se montrer loyales envers leurs fournisseurs.

Pour que les producteurs puissent mettre en place des conditions de travail décentes dans les plantations et pour que les petit-e-s producteurs-rices puissent gagner dignement leur vie, les chaînes de supermarchés doivent payer des prix suffisants pour couvrir les coûts d'une production durable, ce qui inclut un salaire minimum vital. De plus, elles doivent mettre fin aux pratiques commerciales déloyales, comme refuser des marchandises sans raison valable.

Tant qu'il n'existera pas de calcul applicable au niveau international pour définir ce prix juste, toutes les chaînes de supermarchés doivent à minima s'acquitter du prix payé par le commerce équitable.

Une décision historique serait qu'une chaîne de supermarché ne propose que des produits issus du commerce équitable. En tout état de cause, la priorité devrait être donnée aux petit-e-s producteurs-rices.

**LES CHAINES DE SUPERMARCHÉS** doivent créer des systèmes de contrôle fonctionnels et transparents permettant de s'assurer de conditions de travail décentes chez leurs fournisseurs.

Elles doivent s'engager pour impliquer de manière appropriée les travailleurs-ses, les syndicats et les ONG dans leurs initiatives. Les plantations concernées doivent être identifiées et un mécanisme de plainte doit être mis en place aux niveaux local et international.

Les chaînes de supermarchés doivent participer à des initiatives centrées sur le respect de la dignité au travail et elles doivent également impliquer les syndicats et les ONG dans les processus de prise de décision tant pendant la phase de conception des initiatives que pendant leur exécution. Ces initiatives doivent être axées sur la formation des ouvriers-ères et des cadres des fournisseurs. Des inspections doivent avoir lieu sans préavis. Les ouvriers-ères doivent être impliqué-e-s dans les contrôles et dans la conception et la mise en place de mesures d'amélioration de leurs conditions de travail.

Les supermarchés doivent participer au Forum Mondial de la Banane de la FAO et soutenir la culture et le commerce durables de la banane. Le but du Forum Mondial de la Banane est de

s'assurer que la production de bananes et le commerce sont viables du point de vue environnemental, social et économique. C'est une plate-forme qui regroupe tous les acteurs concernés, ce qui inclut les entreprises fruitières, les chaînes de supermarchés, les syndicats, les organisations de petit-e-s producteurs-rices, les ONG et les décideurs-ses politiques, pour favoriser le débat entre eux.

**LES GOUVERNEMENTS ÉQUATORIEN ET COSTARICAIN** doivent s'assurer que les entreprises respectent les droits syndicaux, versent des salaires suffisants au moins conformes à la législation en vigueur et qu'elles garantissent la santé et la sécurité au travail pour leurs employé-e-s. Ils doivent faire appliquer plus rigoureusement le droit du travail et de l'environnement.

Le respect des droits humains, du droit du travail et la protection contre les dégâts environnementaux et sanitaires relèvent aussi de la responsabilité des gouvernements des pays producteurs. Les gouvernements et les organismes de contrôle doivent s'assurer de manière plus efficace que les droits du travail et de l'environnement sont respectés. Ils doivent fixer des salaires minimaux réellement suffisants pour vivre. Ils doivent sanctionner rigoureusement toute tentative de répression des droits syndicaux. Afin de protéger les ouvriers-ères, les riverain-e-s et l'environnement, il est nécessaire de limiter l'usage de pesticides et de promouvoir des techniques agricoles écologiquement durables.



*Jorge Acosta, ASTAC*

*« Les supermarchés exigent pour leurs client-e-s des fruits de grande qualité sans aucun défaut. Pourquoi n'exigeraient-ils pas une meilleure qualité de vie pour les ouvriers-ères qui les produisent, en signe de solidarité entre les peuples ? »*

- 
- i <http://www.cancer-environnement.fr/239-Pesticides.ce.aspx>
- ii Rainforest Alliance est un label de « développement durable » et non de commerce équitable. Pour des informations sur la différence entre les labels, voir <http://www.commerceequitable.org/images/pdf/garanties/guide-labels-web-7-avril.pdf>
- iii La version anglaise est consultable dans son intégralité sur le site internet suivant : <https://www.oxfam.de/system/files/20160531-oxfam-sweet-fruit-bitter-truth-en.pdf>
- iv <http://www.lsa-conso.fr/schwarz-group-lidl-en-tete-des-50-premiers-distributeurs-europeens-classement,235089>
- v Voir [www.oxfam.de](http://www.oxfam.de) et <http://lebasic.com/>
- vi <http://makefruitfair.org/fr/>
- vii Le slogan utilisé en France est: « Le vrai prix des bonnes choses »
- viii Voir l'étude d'Oxfam *Endstation Ladentheke [Terminus Comptoir]* de 2008, *Bittere Bananen [Les bananes amères]* de 2011 et *Billige Bananen [Bananes pas chères]* de 2014, à consulter sur [www.oxfam.de](http://www.oxfam.de).
- ix Voir Oxfam Allemagne : *Billige Bananen [Bananes pas chères]*, 2014, p. 8.
- x La France est le 4<sup>e</sup> pays le plus important dans l'UE en termes de consommation d'ananas : <https://www.cbi.eu/sites/default/files/study/adapted-etude-ananas-afrique-louest-europe-prometteuses-eu-marches-fruits-legumes-frais-2014.pdf>
- xi El Universal, *Caño Negro, bajo amenaza de extinción [Le Caño Negro en voie d'extinction]*.
- xii Le salaire minimum légal est fixé par le Decreto Ejecutivo N°38728-MTSS du 5 décembre 2014 et s'élève à 9509 Colones, la monnaie costaricaine.
- xiii Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes
- xiv Pour plus d'informations, voir [http://www.ilo.org/empent/areas/business-helpdesk/faqs/WCMS\\_153256/lang--fr/index.htm#Q4](http://www.ilo.org/empent/areas/business-helpdesk/faqs/WCMS_153256/lang--fr/index.htm#Q4)
- xv Voir [www.socialismohoy.com/](http://www.socialismohoy.com/)
- xvi Pour plus d'information sur l'initiative Solidarismo, lire [http://www.bananalink.org.uk/sites/default/files/documents/Costa%20Rica/solidarismo\\_leaflet\\_final\\_english.pdf](http://www.bananalink.org.uk/sites/default/files/documents/Costa%20Rica/solidarismo_leaflet_final_english.pdf)
- xvii <http://appels-urgents.peuples-solidaires.org/appele-urgent/costa-rica-anexo-ananas>
- xviii *Süddeutsche Zeitung*, 17 mai 2016: *Unkrautgift entzweit die Koalition. [Les herbicides divisent la coalition]*
- xviii *Hutter H-P, Kundi M, Ludwig H, Moshammer H, Wallner P (2016): Epidemiologische Untersuchung von Kleinbauern und Landarbeitern im konventionellen und ökologischen Landbau (Bananen) in Ecuador, Vienna 2016, à paraître*

---

## ÉDITION

### EDITEUR

© Oxfam Deutschland e.V.  
Mai 2016  
Oxfam Deutschland e.V.  
Am Köllnischen Park 1  
D-10179 Berlin  
Tel: +49 30 – 45 30 69 – 0  
E-mail : [info@oxfam.de](mailto:info@oxfam.de)  
[www.oxfam.de](http://www.oxfam.de)

### RESPONSABLE DE RÉDACTION

Marion Lieser

### AUTEURS

Franziska Humbert  
Frank Braßel

### ÉDITEURS

Julia Jahnz  
David Hachfeld

### MISE EN PAGE

Judith Fehlau  
Malte Herok [[mlthrk.com](http://mlthrk.com)]

### PHOTOGRAPHIE EN COUVERTURE

Mirjam Haegele, Alexandra Weltz-Rombach

### VERSION FRANCAISE

Adaptation : Alice Bordaçarre  
Traduction : Paco Libbrecht/Alice Bordaçarre  
Merci à Katia Roux et Vincent Brossel pour leur relecture attentive



Cette étude a reçu le soutien financier de l'Union Européenne. Oxfam Germany et Peuples Solidaires-ActionAid France sont seuls responsables de son contenu, qui ne reflète pas la position de l'UE.